



**Rapport annuel
Collectif Féminisme et Démocratie
1^{er} Avril 2004 au 31 mars 2005**

Activités d'éducation politique

Le Collectif a tenu 15 ateliers de formation en 2004-2005 qui ont regroupé 1000 participants, dont plus de 800 femmes. Le congrès de la Fédération des infirmiers et infirmières du Québec (FIIQ) et l'atelier donné dans le cadre du Forum de l'UQÀM à l'automne 2004 ont regroupé une clientèle nombreuse et mixte. Cela a permis de commencer à sensibiliser des hommes à nos préoccupations féministes. En ce qui concerne les groupes de femmes, nous avons atteint notre objectif de rejoindre des multiplicatrices : centrales syndicales (CSQ, CSN, FIIQ), R des centres de femmes, FFQ, FAFMRQ.

Nos trois cahiers de formation ont été mis à jour complètement et divers outils ont été produits (acétates, power point, quiz, etc.) pour aider les formatrices dans leur travail. De nouveaux outils d'évaluation ont été conçus et les formatrices se sont autoformées.

Production de divers outils pour soutenir la prise de parole

Lors du forum organisé en mai 2004, le Collectif a soumis à la discussion un argumentaire portant sur l'égalité entre les femmes et les hommes. À la suite de cet événement, le Collectif diffusait en septembre le document « Pour et vers l'égalité entre les femmes et les hommes dans la représentation politique » afin d'alimenter la réflexion du mouvement des femmes face à cette question.

Aussi, dans le but de soutenir la prise de parole dans le cadre de la commission parlementaire à venir, le Collectif a procédé à une analyse en profondeur de l'avant-projet de loi sur la réforme électorale. Cela nous amènera à produire un outil d'analyse critique en collaboration avec le MDN dans les prochains mois.

Soutien à la mobilisation

En mai 2004, le Collectif organisait conjointement avec la Fédération des femmes du Québec un forum afin de débattre des propositions de réforme du mode de scrutin et des mesures à revendiquer pour l'atteinte de l'égalité. Environ 100 femmes participaient à cet événement.

À l'automne 2004, le Collectif a publié et diffusé un feuillet d'information portant sur la réforme du mode de scrutin. Intitulé « Enjeux d'une réforme annoncée », ce feuillet a été diffusé via Internet, lors de nos activités de formation, au congrès de la FIIQ, au Forum de l'UQÀM, à l'Assemblée générale de la FFQ, etc. Une version en anglais a été produite grâce à la FIIQ.

Le Collectif a aussi produit un article pour le Féminisme en bref de la FFQ (novembre).

Plusieurs réseaux ont accepté de s'associer à nous dans la mobilisation des femmes et des groupes de femmes en fonction de la commission parlementaire : l'R des centres de femmes, la FFQ, le groupe des 13, le Réseau des tables régionales, etc.

L'objectif est d'en arriver à mobiliser 50 groupes de femmes pour qu'ils présentent des mémoires. Nous poursuivrons nos efforts en ce sens en 2005 puisque la commission n'a toujours pas amorcé ses travaux.

Diffusion dans les médias

Puisque le dépôt de l'avant-projet de loi a tardé à être annoncé, le Collectif a coordonné une opération de mobilisation en collaboration avec le MDN et la FFQ afin d'amener le gouvernement à déposer son projet avant les Fêtes de Noël¹. Cette opération a exigé beaucoup d'énergies et d'investissement de temps de plusieurs personnes : Mercédez Roberge pour le MDN, Michèle Asselin pour la FFQ, Paul Cliche, Emmanuelle Hébert et Martine Blanc avec le soutien de Charlotte Thibault, Marie Vallée, Linda Lévesque et Louise Paquet. Voici les actions réalisées au cours de cette opération :

- Rédaction d'une Déclaration publique demandant au gouvernement de procéder au dépôt. Entérinement par le Collectif, la FFQ et le MDN.
- Obtention des signatures de 115 personnalités issues de tous les horizons : artistes, féministes, syndicalistes, intellectuel-les, communautaire, etc. qui ont accepté d'appuyer la Déclaration.
- Tenue d'une conférence de presse et obtention d'une certaine couverture de presse (2 entrevues à la radio, 1 article dans le journal).
- Production et diffusion d'un objet symbolique en lien avec nos revendications (signets). Envois à tous les député-es de l'Assemblée nationale, aux partis politiques et aux médias avec une copie de la Déclaration et une lettre demandant le dépôt de l'avant-projet de loi.

Finalement, l'avant-projet de loi était déposé « in extremis » le 15 décembre 2004 juste avant la fin de la session parlementaire. Le Collectif a aussitôt émis un communiqué de presse.

À l'hiver, Louise Paquet accordait une entrevue à la Gazette des femmes, ce qui a conduit à la diffusion d'un article dans le numéro de mars.

Représentation politique

En mai 2004, une délégation composée de Martine Blanc, Marie-France Benoît, Rébecca Beauvais et Louise Paquet rencontrait le ministre responsable de la réforme des institutions démocratiques, monsieur Jacques Dupuis, afin de connaître ses intentions concernant la réforme du mode de scrutin et de lui présenter notre argumentaire sur la représentation des femmes en politique.

Afin de sensibiliser les partis politiques à la question de la sous-représentation des femmes et à l'importance de mettre en place des mesures positives, des rencontres spécifiques avec les caucus des femmes parlementaires du PLQ et du PQ ainsi

¹ Cette intervention rejoignait aussi un objectif de représentation politique.

qu'avec l'unique députée de l'ADQ avaient lieu à l'automne. En plus, Martine Blanc et Louise Paquet rencontraient le Comité national d'action politique des femmes du PQ.

Dans le cadre de la Commission parlementaire sur l'égalité, le Collectif présentait un mémoire afin de mettre en évidence son argumentaire sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans la représentation politique. C'est Emmanuelle Hébert et Véronique De Sève qui se sont présentées devant la commission en notre nom.

Dès l'entrée en fonction de la nouvelle sous-ministre adjointe au Secrétariat à la condition féminine, madame Michèle Audette, Lorraine Guay et Louise Paquet la rencontraient afin de lui faire part de nos préoccupations. Aussi, une délégation du Collectif participait au colloque « Les femmes dans quelques parlements de tradition britannique » qui se tenait à Ottawa du 10 au 12 juin 2004.

Mise à jour du site Internet

À l'automne, il était décidé de procéder à une rénovation complète de notre site Internet pour le rendre plus complet et plus dynamique. Grâce au travail de Nicole Nepton et de Louise Paquet, le nouveau site « ouvrait » le 17 novembre 2004. Les statistiques de fréquentation depuis son ouverture sont explicites (près de 3000 visites à la fin de mars). La mise à jour se fait de façon continue et une veille informationnelle est tenue sur la réforme du mode de scrutin depuis le 15 décembre afin de tenir informés les gens intéressés par la question.

(www.feminismeetdemocratie.ca)

Mise en réseau

Le Collectif dispose maintenant d'une liste de diffusion de plus de 500 femmes (lademocratieaveclesfemmes). Elles reçoivent régulièrement des informations concernant les questions relatives au mode de scrutin et à la représentation égalitaire des femmes en politique. Un aspect particulièrement intéressant est le fait que les femmes sont situées un peu partout sur le territoire québécois.

Vie démocratique et gestion

Afin de réaliser son plan d'action, le Collectif a tenu diverses rencontres : 5 réunions régulières des militantes actives, 1 journée complète de travail pour étudier l'avant-projet de loi, une assemblée générale (29 septembre et ajournement au 17 novembre) et environ 6 rencontres du comité de coordination. En plus, divers comités de travail ont été mis sur pied, dont la durée et l'ampleur du mandat ont varié considérablement:

- comité d'embauche de la chargée de projet;
- comité d'encadrement du projet avec le MEQ;
- comité de préparation du forum CFD-FFQ;
- comité de l'argumentaire;

- comité de représentation politique;
- comité de formation;
- comité de mobilisation;
- comité de communication;
- comité de contenu;
- comité du site Internet;
- comité d'analyse de l'avant-projet de loi.

Le Collectif a reçu l'appui financier de divers ministères afin de réaliser son plan d'action. Le ministère de l'Éducation du Québec qui a accepté de financer nos activités sur une période de deux ans ainsi que Condition Féminine Canada et le programme « À égalité pour décider » du gouvernement du Québec. Mentionnons aussi le soutien étroit et important du Service aux collectivités de l'UQÀM en la personne d'Irène Demczuk.

(Voir en annexe la liste des militantes actives ainsi que celles qui se sont impliquées dans les comités les plus importants).

Liste des militantes actives impliquées au Collectif en 2004-2005

Michèle Asselin	Rébecca Beauvais
Carole Benjamin	Marie-France Benoît
Martine Blanc	Véronique De Sève
Carole Dodier	Geneviève Dorais- Beauregard
Kristiane Gagnon	Lorraine Guay
Emmanuelle Hébert	Diane Lamoureux
Louise Paquet	Anne Pasquier
Mercédez Roberge	Jackie Steele
Marie-André Thollon	

Comité de coordination stratégique

Carole Benjamin, Martine Blanc, Lorraine Guay, Rébecca Beauvais, Carole Dodier, Véronique de Sève.

Comité d'encadrement du projet avec le MEQ

Jocelyne Lamoureux (UQÀM), Chantal Maillé (Université Concordia), Irène Demczuk (Service aux collectivités) , Martine Blanc, Emmanuelle Hébert, Rébecca Beauvais.

Comité de formation

Rébecca Beauvais, Carole Dodier, Jackie Steele, Martine Blanc.

Comité de représentation politique,

Emmanuelle Hébert, Rébecca Beauvais, Martine Blanc, Lorraine Guay.

Comité préparatoire du Forum CFD-FFQ

Michèle Asselin, Marie-André Thollon, Carole Dodier, Marie-France Benoît, Lorraine Guay, Rébecca Beauvais.

Comité de l'argumentaire

Diane Lamoureux, Lorraine Guay, Martine Blanc, Rébecca Beauvais.

Comité d'analyse de l'avant-projet de loi

Jackie Steele, Emmanuelle Hébert, Martine Blanc.

En tant que chargée de projet, Louise Paquet a participé à tous les comités.